



Bilan Formation RTES

"Clauses environnementales, développement des circuits courts, le rôle possible des collectivités locales",

Formation 1^{er} octobre 2009

27 personnes ont été réunies le 1^{er} octobre dans le cadre prestigieux de la Ville de la Lyon pour une formation, qui a permis de poser les bases d'une démarche globale de commande publique intégrant des préoccupations liées à la production locale (circuits courts) ou aux produits du commerce équitable.

Guylaine Gouzou-Testud, Adjointe au Maire nous a accueillis chaleureusement et a présenté le travail de Ville de Lyon (16 000 repas par jour servis en restauration collectives, 50% en produits biologiques, 3 produits du commerce équitable inscrits dans les achats de la Ville).

Florence Dodet, animatrice de Corabio et représentant la FNAB (Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique) a particulièrement insisté, outre les bases juridiques à connaître, sur la nécessité de travailler en amont avec les producteurs afin d'établir un diagnostic précis des produits disponibles (type, volume, saisonnalité) et ce, pour construire des marchés adaptés à l'offre et la faire évoluer. Dorothée Bernage, d' Equi'sol a pour le commerce équitable montré également des approches méthodologiques, associant les acteurs en préalable et garantes d'une réussite à long terme. Pour ces deux intervenantes, il est préférable d'opter pour des marchés réguliers et non des opérations ponctuelles, visant une

communication au grand public « coup de poing ». Ceci peut déstabiliser la production, qu'elle soit au Nord ou au Sud et la logistique de distribution, non habituée à gérer de gros volumes.

Les participants ont aussi perçu que la commande publique pouvait aussi initier d'autres démarches émanant des collectivités locales (actions de sensibilisation du public, formation du personnel administratif et technique, formation des élus, appuis à l'installation).

Cette journée a permis de comprendre que chaque territoire a des spécificités, selon qu'il est rural et/ou urbain, et en fonction de la structuration des acteurs (capacités productives et logistiques). Une coopération inter-territoires pourrait être nécessaire pour des produits ciblés. Patricia Dupré-Cormerais, Ville de Nantes a ainsi fait connaître le Réseau Grand Ouest, dont le but est de rassembler des collectivités sur cinq régions sur le champ de la commande publique.

Des expériences concrètes ont été partagées: la Ville de Lille a donné un exemple de marché, la Communauté d'Agglomération de Poitiers a présenté une action innovante rapprochant producteurs, distributeurs et habitants sur des quartiers (Plan CUCS).

On le voit : l'effort des collectivités locales est de plus en plus significatif, sur le sujet des circuits courts et du commerce équitable, il nécessite des rencontres comme celle du 1^{er} octobre 2009, afin de donner aux techniciens et aux élus plus d'outils. A la fin de la session, il a été demandé de poursuivre sur trois thèmes,

- apport juridique approfondi, rédaction des cahiers des charges,
- structuration de filières circuits-courts/commerce équitable (Nord-nord, Nord-Sud/ appuis à production-distribution, mutualisation d'outils, coopération décentralisée...),
- méthodologie pour un projet politique territorial circuit-courts/ commerce équitable (en interne, en externe sur un territoire, complémentarité entre collectivités locales, Etat...).

Les participants ont également souhaité que soit abordé par le RTES un nouveau sujet : les clauses d'insertion et les ESAT (établissements et services d'aide par le travail).